



***International Association of Economic and Social Councils
and Similar Institutions
(AICESIS)***

**Conclusions de la réunion du 3 septembre 2024
Basé sur la feuille de route de la présidence de l'AICESIS du CES de Curaçao
Prosperité Partagée/Inclusive
Avec la VSG de l'AICESIS pour l'Amérique Latine et les Caraïbes
Mme M. Sboui-Racamy**

Objectif de la réunion :

Synchroniser et aligner les efforts dans la région d'Amérique latine et des Caraïbes pour parvenir collectivement à une plus grande prospérité partagée. Tout d'abord, convenir ou aligner un thème de focalisation pour la région, puis inventorier des moyens de progresser sur ce thème ou d'atteindre une prospérité plus large/partagée en général. Enfin, inventorier ou convenir des indicateurs pour mesurer nos progrès.

Institutions de Dialogue Social ayant participé :

National:

- Aruba
- Brésil
- Costa Rica (Observateur)
- Curaçao
- Salvador (Institution Similaire) (Auditeur)
- Honduras (Auditeur)
- Panama (Institution Similaire) (Auditeur)
- Paraguay (Contact dans le pays) (Auditeur)
- Pérou (Institution Similaire)
- République Dominicaine
- Saint-Martin (Auditeur)

Conseils ESC Sous-Nationaux :

- Argentine (Salta)
- Mexique (Mexico City)

Observateurs:

- Espagne

Participants Spéciaux:

- Secrétaire Général de l'AICESIS, A. Xyrafis
- Président de l'AICESIS, représenté par R. Henriquez
- OIT-Régional : N. Varela et F. García Granara

Points importants de l'OIT en lien avec le sujet :

Nancy Varela, spécialiste du dialogue social et de l'administration du travail au bureau de l'OIT pour les pays anglophones et néerlandophones d'Amérique latine et des Caraïbes, situé à Trinidad et Tobago, a expliqué l'importance cruciale de la prospérité partagée pour l'OIT et la Coalition Mondiale pour la Justice Sociale. Cette initiative de l'OIT vise à équilibrer les dimensions économiques, sociales et du développement durable pour réduire les inégalités et la pauvreté, tout en améliorant l'accès aux opportunités. Le renouvellement du contrat social via le dialogue social est essentiel pour traiter les injustices et les inégalités. Dans les Caraïbes, la durabilité environnementale et le changement climatique sont des enjeux cruciaux, les petits États insulaires en développement étant confrontés à des défis environnementaux constants qui mettent à l'épreuve leur résilience et leur capacité à soutenir leurs communautés et leurs économies. Le dialogue social peut jouer un rôle décisif dans la promotion d'un développement durable et inclusif par des partenariats efficaces entre les parties prenantes. L'OIT est disponible dans la région pour soutenir ces efforts et renforcer les institutions de dialogue social afin de contribuer pleinement à la prospérité partagée.

Fernando García Granara de l'OIT a souligné quatre aspects clés liés à la situation actuelle de la région : 1. *Alignement du mandat*: Les institutions de dialogue social doivent s'aligner sur les thèmes de la prospérité partagée pour légitimer leur présence et promouvoir leur inclusion dans l'agenda et les politiques nationales. 2. *Représentation des acteurs sociaux*: Ces institutions doivent renforcer la représentation des travailleurs, employeurs et de la société civile, ce qui est essentiel pour générer des politiques répondant aux défis économiques, du travail et du développement. 3. *Alignement sur les cadres internationaux*: Les questions essentielles doivent être en phase avec les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, les normes internationales du travail de l'OIT et d'autres cadres mondiaux, ce qui leur confère légitimité. 4. *Inclusivité et suivi*: Les institutions doivent être inclusives et responsables de leurs actions, garantissant un suivi et une efficacité des accords conclus. Ces points sont cruciaux pour que les institutions de dialogue social soient des acteurs actifs dans la promotion de la prospérité partagée et du développement économique et social dans la région.

Argentine (SALTA):

Bien que le Conseil National en Argentine soit inactif, les conseils sous-nationaux se sont associés dans une Association de Conseils Fédéraux pour travailler sur des politiques communes d'une perspective sous-nationale. À Salta, le Conseil est actif depuis 10 ans. Ils ont récemment mis à jour le chapitre économique-productif du Plan de Développement Stratégique Salta 2030, en se concentrant sur la régionalisation des activités économiques et en tenant compte des communautés autochtones. Avec l'essor minier à Salta, il est crucial de planifier le développement communautaire afin que, après la phase minière, les communautés acquièrent de nouvelles compétences et opportunités, notamment en matière d'éducation.

Aruba:

À Aruba, le concept de développement inclusif et durable est encore peu connu. Ils estiment que, pour aller de l'avant, il faut lever les obstacles qui freinent le progrès et exploiter les facilitateurs identifiés dans le rapport pour adopter une approche plus efficace. Le travail du SER (Conseil Économique et Social) doit se concentrer sur la sensibilisation au concept de développement inclusif et durable, ainsi que sur la promotion du dialogue social sur ce thème parmi toutes les parties prenantes.

Quant aux indicateurs pour mesurer les progrès, ils estiment qu'il est impossible de saisir tous les aspects de ce concept avec un seul indicateur. Divers indicateurs—monétaires, économiques, sociaux, de santé physique et mentale, environnementaux et éducatifs—doivent être utilisés pour mesurer les progrès de manière plus complète.

Brésil:

Dans cette discussion cruciale sur l'avenir du développement économique dans notre région, le Brésil s'est concentré sur trois domaines clés pour parvenir à une croissance inclusive et globale: le capital humain, les infrastructures durables et l'intégration régionale.

1. **Capital humain:** La priorité doit être donnée à l'investissement dans l'éducation, la santé et la protection sociale afin de développer une main-d'œuvre résiliente qui favorise l'innovation et la productivité. 2. **Infrastructures durables:** Les infrastructures vertes et numériques sont essentielles pour connecter nos économies, réduire l'impact environnemental et assurer la croissance, même dans les zones reculées, ce qui constitue un défi majeur pour les pays amazoniens. 3. **Intégration régionale:** Les Conseils Économiques et Sociaux peuvent contribuer à travers la formation et le dialogue pour réduire les inégalités sociales et créer des opportunités économiques. Ils peuvent également conseiller sur les réformes politiques alignées sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) et surveiller la mise en œuvre des stratégies de croissance.

Indicateurs mentionnés:

- Indice de Développement Humain (IDH): Mesure les réalisations moyennes d'un pays en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie.
- Indice Global de l'Innovation (GII): Évalue la performance en matière d'innovation des pays, en tenant compte de facteurs tels que la R&D et les résultats créatifs.
- Indice de Liberté Économique: Évalue le degré de liberté économique d'un pays, en se concentrant sur des facteurs comme les droits de propriété et la fiscalité.
- Indice de Progrès Social (IPS): Mesure les résultats sociaux et environnementaux, en mettant l'accent sur les besoins humains, le bien-être et les opportunités.
- Indice Legatum de la Prospérité: Analyse la prospérité à travers diverses dimensions, telles que la qualité économique, la gouvernance et le capital social.
- Classement Mondial de la Compétitivité: Évalue les pays en fonction de leur performance économique, de leur efficacité et de leurs infrastructures.
- Indice de Compétitivité des Talents Mondiaux (GTIC): Mesure la capacité d'un pays à attirer, développer et retenir les talents.

En conclusion, une croissance inclusive et durable en Amérique latine et dans les Caraïbes est une nécessité. En nous concentrant sur le capital humain, les infrastructures durables et l'intégration régionale, et avec la participation de nos conseils économiques et sociaux, nous pouvons progresser vers un avenir prospère et équitable pour tous.

Curaçao (P.P. & Rapport):

Pour parvenir à une croissance inclusive en Amérique latine et dans les Caraïbes, il est essentiel de surmonter les limitations structurelles actuelles. Le rapport de l'OCDE "Stimuler la Productivité et la Croissance Inclusive en Amérique Latine" souligne que, malgré la croissance économique récente, elle n'a pas été suffisante pour atteindre les niveaux de revenu des économies avancées, en raison d'une faible croissance de la productivité.

Le rapport met l'accent sur l'importance de stimuler la productivité par l'innovation, l'adoption de nouvelles technologies, l'amélioration de l'environnement des affaires, et l'investissement dans l'éducation et les compétences pour préparer les travailleurs aux changements technologiques. Le renforcement des institutions est également crucial pour garantir que les bénéfices de la croissance atteignent tout le monde.

En outre, il est préconisé une plus grande intégration régionale dans les chaînes de valeur mondiales, ce qui favoriserait l'apprentissage et le transfert de connaissances. Dans ce contexte, notre institution peut contribuer en adoptant des actions qui favorisent une croissance inclusive.

À Curaçao, le SER travaille à renforcer la collaboration mondiale et l'échange de connaissances, facilitant l'élaboration de stratégies inclusives et se concentrant sur une prospérité qui privilégie le bien-être social et l'équité. Pour mesurer les progrès, nous proposons des indicateurs tels que la valeur ajoutée par heure travaillée, les taux d'inscription scolaire, la représentation dans le dialogue social, et la disponibilité des ressources pour ces institutions.

Mexique:

Au Mexique, l'accent est mis sur la prospérité partagée à travers une approche holistique et régionale. Cela inclut l'inclusion sociale et du travail, l'élimination de la discrimination envers les migrants et les groupes vulnérables, et leur intégration dans le marché du travail formel avec des politiques appropriées.

Le Mexique a également promu le "nearshoring" pour attirer les investissements en tirant parti de la proximité géographique et en améliorant la compétitivité régionale. En matière de durabilité, la gestion de l'eau et l'utilisation durable des ressources naturelles sont des priorités.

En tant que Conseil Économique, Social et Environnemental de la Ville de Mexico, ils ont créé des commissions, comme celle sur les nouvelles migrations, axée sur l'intégration des migrants d'Amérique centrale, des Caraïbes et d'autres régions. Ils visent à développer des politiques qui favorisent l'inclusion sociale, les opportunités d'emploi et la protection juridique des migrants.

Ils finalisent également une étude sur le "nearshoring" avec le Collège de México, axée sur l'attraction d'investissements qui créent des emplois et améliorent la prospérité régionale.

En matière de durabilité de l'eau, ils soutiennent des politiques pour une utilisation efficace de l'eau et des programmes éducatifs pour la conservation, alignés avec les autorités locales.

Le Mexique prévoit d'utiliser des indicateurs de développement durable de la CEPAL (Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes) pour mesurer les progrès en matière de réduction de la pauvreté, d'inégalités, d'emploi formel, et d'inclusion sociale et du travail des migrants, ainsi que les investissements directs étrangers et la compétitivité régionale.

La ville de Mexico se renforce en tant que ville-refuge avec des politiques inclusives garantissant les droits humains et du travail des migrants, contribuant ainsi à la prospérité partagée en intégrant leur potentiel en tant que main-d'œuvre. Ils favorisent également la coopération régionale entre le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes pour aborder les défis migratoires de manière globale.

Pérou (P.P.):

Le Pérou estime qu'il est crucial de garantir une représentation large dans le dialogue social, car l'informalité et la faible représentation dans les institutions sont des défis dans de nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Il est important d'inclure les organisations et les groupes sous protection spéciale dans ces processus afin de refléter leurs préoccupations et propositions.

Ils proposent de créer une boîte à outils des meilleures pratiques et des données qui peuvent être utiles pour les conseils économiques. Depuis le Pérou, ils continueront à partager des publications abordant les défis et pratiques pertinents pour la région. Il est essentiel d'identifier les défis communs qui nécessitent une collaboration entre pays et de renforcer l'articulation, par exemple, sur les questions amazoniennes avec le Brésil.

Le Pérou vise à renforcer les capacités des gestionnaires du dialogue social, en collaborant avec des organisations, et à promouvoir l'inclusion sociale en impliquant les femmes, les jeunes, les personnes en situation de handicap, la communauté LGBTQ, les migrants et les communautés indigènes. Ils souhaitent également continuer à échanger les meilleures pratiques avec les pays voisins tels que l'Équateur, le Chili, la Colombie et le Brésil.

Enfin, le Conseil du Pérou s'aligne sur les politiques nationales et internationales, telles que les Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030.

République Dominicaine:

La République Dominicaine estime que notre région se distingue par sa solidarité et sa vision partagée. Le nouveau président élu du pays a appelé à un pacte pour améliorer la qualité de l'éducation, et le Conseil Économique et Social (CES) aligne cela avec leurs efforts en cours pour faire le suivi du pacte national sur l'éducation lancé en 2014 afin d'accélérer la réalisation des objectifs éducatifs.

Ils sont également en pleine réforme constitutionnelle, ce qui a mobilisé les forces politiques et sociales. Malgré la charge de travail, ils ont progressé dans une analyse de la Stratégie Nationale de Développement (END), qui nécessite une mise à jour. C'est un moment clé pour réfléchir à leur modèle économique, qui a connu une croissance régulière mais reste inégal. Ils doivent repenser les stratégies pour une prospérité partagée, en tenant compte de l'impact de la pandémie, de la transformation numérique, de la guerre en Ukraine et du changement climatique.

Il est essentiel de renforcer les systèmes statistiques nationaux pour mieux évaluer le développement et les aligner sur les Objectifs de Développement Durable (ODD). Promouvoir la démocratie participative et renforcer les partenariats public-privé pour un développement inclusif et équitable est également crucial. Ils doivent améliorer la compétitivité et l'efficacité dans les secteurs clés pour renforcer les liens productifs.

Sujets Clés pour l'Amérique Latine et les Caraïbes pour Promouvoir la Prospérité Partagée:

Les sujets mentionnés à plusieurs reprises ou mis en avant sont :

1. **Développement Inclusif et Durable:** Promouvoir une approche de développement qui prenne en compte de manière globale les besoins sociaux, économiques et environnementaux, en supprimant les obstacles et en favorisant le dialogue social pour assurer la participation de toutes les parties prenantes.
2. **Éducation et Capital Humain:** Investir dans l'éducation et le développement des compétences pour améliorer le capital humain, en s'adaptant aux changements technologiques et en préparant les travailleurs aux défis futurs.
3. **Infrastructures Durables et Numériques:** Promouvoir des infrastructures vertes et numériques pour connecter les économies, réduire l'impact environnemental et garantir la croissance dans les zones reculées.
4. **Intégration Régionale:** Favoriser la coopération régionale pour réduire les inégalités sociales, promouvoir les chaînes de valeur mondiales et renforcer l'intégration économique.
5. **Indicateurs de Progrès:** Utiliser une variété d'indicateurs pour mesurer le développement, y compris l'Indice de Développement Humain (IDH), l'Indice de Progrès Social (IPS) et d'autres indicateurs qui reflètent le bien-être social, la durabilité, la compétitivité et la liberté économique.
6. **Politiques d'Inclusion Sociale et du Travail:** Intégrer les migrants et les groupes vulnérables dans le marché du travail formel, éliminer la discrimination et garantir les droits humains et du travail.
7. **Renforcement Institutionnel:** Renforcer la capacité des institutions et des systèmes statistiques pour suivre efficacement les Objectifs de Développement Durable (ODD) et assurer la participation au dialogue social.
8. **Développement Régional et Durabilité Environnementale:** Considérer la régionalisation des activités économiques, l'utilisation durable des ressources naturelles et la gestion des défis environnementaux, tels que le changement climatique.
9. **Réformes et Politiques Publiques Efficaces:** Conseiller sur les réformes politiques alignées sur les ODD et superviser la mise en œuvre des stratégies qui favorisent une croissance inclusive et durable.
10. **Démocratie Participative et Partenariats Public-Privé:** Promouvoir la participation citoyenne et les partenariats entre les secteurs public et privé pour s'assurer que la croissance économique bénéficie équitablement à toute la population.

Ces sujets soulignent la nécessité d'une approche intégrée qui prend en compte le bien-être économique, social et environnemental, avec un accent particulier sur l'équité, l'inclusion et la durabilité pour la région.